58211-2026 - Kompetizzjoni

Franza – Sistemi tas-sejbien ta' l-isplussivi – Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d'Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T).
OJ S 18/2026 27/01/2026
Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard
Provvisti - Servizzi

1. Xerrej

1.1. Xerrej

Isem uffiċjali: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC
Email: simmt-ddc.ach.fct@intradef.gouv.fr
Tip legali tax-xerrej: Awtorità tal-gvern ċentrali
Attività tal-awtorità kontraenti: Difiża

2. Proċedura

2.1. Proċedura

Titlu: Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d' Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T).
Deskrizzjoni: Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d'Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T). Les matériels entrant dans le périmètre de l'objet de l'accord-cadre seront répartis par familles et fonctions. Les familles envisagées à minima sont les suivantes: -Détecteurs; -Disrupteurs; -Équipements spécifiques d'intervention; -Exploseurs; -Appareils radiographiques; -Robots ou drones terrestres <300kg; - Équipements individuels.
Identifikatur tal-proċedura: 5fefbd17-62f6-4031-be8c-b0c9f0a565a0
Identifikatur intern: 24N60117
Tip ta' proċedura: Innegozjata bil-pubblikazzjoni minn qabel ta' sejħa għall-kompetizzjoni/għall-kompetizzjoni bin-negozjar
Il-proċedura hija aċċellerata: le
Elementi prinċipali tal-proċedura: article L.2324-1, L.2324-3, R.2361-8 à R.2361-12 du code de la commande publique

2.1.1. Għan

Natura tal-kuntratt: Provvisti
Natura addizzjonali tal-kuntratt: Servizzi
Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 38546000 Sistemi tas-sejbien ta' l-isplussivi
Klassifikazzjoni addizzjonali (cpv): 35000000 Tagħmir għas-sigurtà, tifi tan-nar, pulizija u difiża

2.1.2. Post tal-prestazzjoni

Sottodiviżjoni tal-pajjiż (NUTS): Yvelines (FR103)
Pajjiż: Franza

Informazzjoni addizzjonali: France métropolitaine

2.1.3. Valur

Valur stmat mingħajr VAT: 63 333 333,33 EUR

2.1.4. Informazzjoni ġenerali

Informazzjoni addizzjonali: En cas de groupement d'opérateurs économiques au sens de l'article R.2342-12 du CCP, la forme juridique du groupement n'est pas imposée. Toutefois, si le candidat se présente sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché public. Il est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, en qualité de membres de plusieurs groupements. Les groupements pourront être constitués ou modifiés jusqu'à la date de remise de la meilleure et dernière offre (MEDO). En outre, en cas de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, le groupement peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous contractants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-contractants ou entreprises liées à son acceptation, au regard des conditions de participation. Les documents listés ci-après et exigés aux candidats sont obligatoires, sous peine de rejet de la candidature de l'opérateur économique (en outre tout candidat ou groupement ne paraissant pas posséder les capacités suffisantes pour obtenir le marché, pourra être rejeté). Pièce 1 : La lettre de candidature : imprimé DC1 modèle du 1er avril 2019 dûment renseigné par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement.Pièce 2 : La déclaration du candidat : imprimé DC2 modèle du 1er avril 2019 dûment rempli par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un imprimé DC2 rempli par chaque membre du groupement, en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques. Nota : Les imprimés réclamés ci-dessus sont ceux en vigueur. Ils peuvent être remplacés par des documents contenant les mêmes informations. Pièce 3 :Une liste des principales livraisons effectuées par le candidat individuel ou chaque membre du groupement au cours des trois dernières années portant sur un objet analogue à celui de la présente consultation, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le repérage des numéros des pièces contenues dans le dossier doit être prévu par le candidat. L'ensemble des documents doit être rédigé en langue française. Si le candidat transmet des documents en langue étrangère, il doit impérativement joindre une traduction en langue française. Conformément à l'article R.2342-2 du CCP, dans le cas où le candidat voudrait se prévaloir des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, il fournit leur chiffre d'affaires global et/ou spécifique réalisé(s) au cours des trois derniers exercices disponibles, ainsi que les documents demandés supra aux candidats justifiant les capacités professionnelles et techniques sur lesquelles le candidat s'appuie. En outre,pour justifier qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché public, le candidat produit un engagement écrit et signé des opérateurs économiques. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés

publics, si le candidat n'est pas en mesure, pour une raison justifiée de produire les documents et les références demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique, financière, technique et professionnelle par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.L'acheteur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature ont été transmis. Au cas où les pièces demandées sont absentes ou incomplètes, l'acheteur peut demander au candidat de compléter son dossier de candidature. Le cas échéant, l'acheteur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus. L'acheteur élimine les candidats dont les documents exigés n'ont pas été produits dans le délai fixé. Récapitulatif des cas de rejet d'une candidature : Dossier de candidature reçu après l'échéance fixée par l'acheteur, figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence. Dossier de candidature transmis selon des modalités ne respectant pas celles fixées dans l'AAPC, ne permettant pas notamment de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et d'en garantir la confidentialité (exemple : transmission par courriel hors «PLACE »). Candidat faisant l'objet d'une interdiction de soumissionner à un marché public en application des dispositions des articles L.2341-1 à L. 2341-3 et L.2341-5 du CCP dossier de candidature ne comportant pas toutes les pièces mentionnées dans les conditions de participations, ou comportant des pièces incomplètes, ou rédigées dans une langue étrangère sans traduction en langue française. dossier de candidature contenant un virus et si aucune copie de sauvegarde n'a été transmise. Candidat ne présentant manifestement pas les capacités financières, professionnelles et techniques suffisantes pour exécuter le marché public. Candidat d'un pays tiers à l'union européenne ou à l'espace économique européen.Modalités de communication et de transmission des plis pour la consultation: l’acheteur impose de recourir à une transmission électronique sur la plate-forme des achats de l’Etat (PLACE). Si, après avoir déposé son pli, le candidat se rend compte qu’il a commis une erreur ou qu’il souhaite modifier le contenu de son dossier, il peut encore le faire, autant de fois que nécessaire, tant que la date limite de réception du dossier n’ est pas dépassée. En pareil cas, il doit obligatoirement déposer à nouveau l’intégralité des pièces constituant le dossier et non pas les seules pièces complémentaires ou modificatives. En effet, dans l’hypothèse d’une succession d’envois, il est rappelé que seul le dernier pli reçu par l’acheteur dans le délai fixé est ouvert pour examen. Le candidat doit indiquer dans son dossier de candidature, au sein du DC1 ou équivalent, une adresse de courrier électronique valide, et doit prendre régulièrement connaissance du contenu de cette messagerie en cours de procédure. Il est tenu d'informer l'acheteur de toute modification de cette adresse de courrier électronique en cours de procédure. En effet, pour ses échanges avec les opérateurs économiques, notamment les réponses à leurs questions, les éventuelles demandes de complément de dossier et l'information des candidats retenus et non retenus, l'acheteur communique exclusivement via la messagerie sécurisée de la PLACE. Les courriels sont envoyés par la PLACE depuis l'adresse nepasrepondreprod@marchespublics.gouv.fr. L'opérateur économique doit prendre le soin de vérifier au préalable que cette adresse électronique soit accessible ou inscrite sur liste blanche pour passer les filtres éventuellement mis en place (serveurs, clients de messagerie, logiciel tiers, antispam). Les renseignements d'ordre techniques et administratifs peuvent être obtenus uniquement sur demande écrite et doivent être transmis par l'interface de questions de la PLACE 10 jours calendaires avant la date de remise des candidatures. Pour les questions posées ultérieurement, le pouvoir adjudicateur ne sera pas tenu de répondre. Pour accéder à l'interface de questions : sur le site indiquer la référence de la consultation dans la case https://www.marchespublics.gouv.fr, "recherche avancée". En cas de difficulté, les opérateurs économiques disposent de guides tutoriels téléchargeables sur la PLACE, d'une FAQ et d'une assistance téléphonique après

génération d'un ticket le cas échéant, destinés à les guider et les aider à utiliser les fonctionnalités de la PLACE à les aider à déposer leurs plis de candidature et d'offres et leurs documents sur cette plateforme.
Bażi legali:
Direttiva 2009/81/KE

2.1.6. Raġunijiet għall-esklużjoni
Sors tal-motivi għall-eżklussjoni: Dokument tal-Akkwist

5. Lott

5.1. Lott: LOT-0001
Titlu: Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d’ Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T).
Deskrizzjoni: Acquisition de matériels de type NEDEX (Neutralisation, Enlèvement et Destruction d’Engins Explosifs), fournitures (pièces de rechange, accessoires, équipements, consommables, outillages spécifiques) et prestations associées au profit du Maintien en Condition Opérationnelle Terrestre (MCO-T). Les matériels entrant dans le périmètre de l'objet de l'accord-cadre seront répartis par familles et fonctions. Les familles envisagées à minima sont les suivantes: -Détecteurs; -Disrupteurs; -Équipements spécifiques d'intervention; -Exploseurs; -Appareils radiographiques; -Robots ou drones terrestres <300kg; - Équipements individuels.
Identifikatur intern: 24N60117

5.1.1. Għan
Natura tal-kuntratt: Provvisti
Natura addizzjonali tal-kuntratt: Servizzi
Klassifikazzjoni prinċipali (cpv): 38546000 Sistemi tas-sejbien ta' l-isplussivi
Klassifikazzjoni addizzjonali (cpv): 35000000 Tagħmir għas-sigurtà, tifi tan-nar, pulizija u difiża

5.1.2. Post tal-prestazzjoni
Sottodiviżjoni tal-pajjiż (NUTS): Yvelines (FR103)
Pajjiż: Franza
Informazzjoni addizzjonali: France métropolitaine

5.1.3. Tul ta’ żmien stmat
Tul ta’ żmien: 84 Xhur

5.1.4. Tiġdid
Numru massimu ta’ tiġdid: 0

5.1.5. Valur
Valur massimu tal-ftehim qafas: 63 333 333,33 EUR

5.1.6. Informazzjoni ġenerali
Parteċipazzjoni riżervata:
Il-parteċipazzjoni mhijiex riżervata.

5.1.9. Kriterji tal-għażla
Sors tal-kriterji ta' għażla: Dokument tal-Akkwist

5.1.10. Kriterji tal-għoti

Kriterju:

Isem: Se référer au règlement de consultation au stade de l'offre.

5.1.12. Termini tal-akkwist

Termini tas-sottomissjoni:

Indikazzjoni obbligatorja tas-sottokuntrattar: Is-sehem tal-kuntratt li l-offerent biħsiebu jissottokuntratta

Sottomissjoni elettronika: Meħtieġa

Lingwi li bihom jistgħu jiġu sottomessi offerti jew talbiet għall-parteċipazzjoni: Franċiż

Varjanti: Mhux permessa

Skadenza biex jintlaqgħu t-talbiet għall-parteċipazzjoni: 02/03/2026 12:00:00 (UTC+01:00) Ħin tal-Ewropa Ċentrali, Ħin tas-sajf tal-Ewropa tal-Punent

Termini tal-kuntratt:

L-eżekuzzjoni tal-kuntratt għandha titwettaq fil-qafas ta' programmi ta' impjiegi protetti: Le

Kundizzjonijiet relatati mat-twettiq tal-kuntratt: Accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents mixtes, ordinaires et de type accord-cadre à bons de commande.

Arranġament finanzjarju: Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres au ministère des Armées. Le régime des paiements (versement d'avance, les acomptes et les versements à titre de règlement partiel ou de solde) est conforme aux dispositions des articles L.23911 à L.239210, R.23911 à R.23917, R.239116 à R.239128, R. 239324 à R.239340 du code de la commande publique. Le délai global de paiement est de 30 jours.

Sottokuntrattar:

Il-kuntrattur irid jindika kwalunkwe bidla ta' sottokuntratturi matul it-twettiq tal-kuntratt.

5.1.15. Tekniki

Ftehim qafas:

Ftehim qafas, billi terġa' tinfetaħ il-kompetizzjoni

Numru massimu ta' parteċipanti: 5

5.1.16. Aktar informazzjoni, medjazzjoni u rieżami

Organizzazzjoni tal-medjazzjoni: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC

Organizzazzjoni tar-rieżami: Tribunal Administratif de Versailles

Informazzjoni dwar l-iskadenzi tar-rieżami: Référé précontractuel (avant la conclusion du marché) : articles L.5511 à 4et L.5511-10 à 12 du Code de la Justice Administrative (CJA) Référé contractuel : articles L.5511-3 à 23 du CJA (après la conclusion du marché dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution, en l'absence de respect du délai de suspension de signature de 11 jours, recours à exercer dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion de l'accord-cadre. Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché (jurisprudence du Conseil d'État 4 avril 2014 'Département du Tarn et Garonne" n°358994).

Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist: MINARM /TERRE/SIMMT/DDC

Organizzazzjoni li tipprovdi iktar informazzjoni dwar proċeduri tar-rieżami: Tribunal Administratif de Versailles

8. Organizzazzjonijiet

8.1. ORG-0001

Isem uffiċjali: MINARM/TERRE/SIMMT/DDC
Numru tar-reġistrazzjoni: 15400005300582
Indirizz postali: route des docks quartier ingenieur général Jayat CS 30704
Belt: VERSAILLES
Kodiċi postali: 78013
Sottodiviżjoni tal-pajjiż (NUTS): Yvelines (FR103)
Pajjiż: Franza
Email: simmt-ddc.ach.fct@intradef.gouv.fr
Telefown: 01 39 67 28 37
Indirizz tal-internet: www.marches-publics.gouv.fr
Endpoint tal-iskambju ta' informazzjoni (URL): www.marches-publics.gouv.fr
Profil tax-xerrej: www.marches-publics.gouv.fr
Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:
Xerrej
Organizzazzjoni li tipprovdi informazzjoni addizzjonali dwar il-proċedura tal-akkwist
Organizzazzjoni tal-medjazzjoni

8.1. ORG-0002
Isem uffiċjali: Tribunal Administratif de Versailles
Indirizz postali: 56 avenue de Saint-Cloud
Belt: VERSAILLES
Kodiċi postali: 78011
Sottodiviżjoni tal-pajjiż (NUTS): Yvelines (FR103)
Pajjiż: Franza
Telefown: 01 39 20 54 00
Indirizz tal-internet: https://versailles.tribunal-administratif.fr/
Endpoint tal-iskambju ta' informazzjoni (URL): https://versailles.tribunal-administratif.fr/
Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:
Organizzazzjoni tar-rieżami
Organizzazzjoni li tipprovdi iktar informazzjoni dwar proċeduri tar-rieżami

8.1. ORG-0000
Isem uffiċjali: Publications Office of the European Union
Numru tar-reġistrazzjoni: PUBL
Belt: Luxembourg
Kodiċi postali: 2417
Sottodiviżjoni tal-pajjiż (NUTS): Luxembourg (LU000)
Pajjiż: Il-Lussemburgu
Email: ted@publications.europa.eu
Telefown: +352 29291
Indirizz tal-internet: https://op.europa.eu
Rwoli ta' din l-organizzazzjoni:
TED eSender

Informazzjoni dwar l-avviż

Identifikatur/verżjoni tal-avviż: 1a164d68-1d35-4600-8840-fb37f8db9377 - 01
Tip ta' formola: Kompetizzjoni
Tip ta' avviż: Avviż tal-kuntratt jew tal-konċessjoni – reġim standard
Sottotip tal-avviż: 18

Data ta’ meta ntbagħat l-avviż: 26/01/2026 10:34:04 (UTC+00:00) Ħin tal-Ewropa tal-Punent, GMT
Lingwi li bihom dan l-avviż huwa disponibbli uffiċjalment: Franċiż
Numru tal-pubblikazzjoni tal-avviż: 58211-2026
Numru tal-ħarġa tal-ĠU S: 18/2026
Data tal-pubblikazzjoni: 27/01/2026